

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 30.995/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 décembre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe II, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe B", a donné le 11 décembre 2000 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 30.995/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 december 2000 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse II, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse B", heeft op 11 december 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée par le fait ...) qu'il est absolument indispensable, en plus de la liste des jeux de hasard autorisés et de leurs règles de fonctionnement, de déterminer les règles relatives au fonctionnement et à la gestion des établissements de classe II, de régler les modalités des demandes d'obtention des licences de classe B, et la forme de celles-ci, et de faire entrer en vigueur l'ensemble de ces dispositions, de manière concomitante, avant le 1er janvier 2001, date à laquelle les exploitants doivent payer la taxe fiscale qui leur permet de laisser en place leurs appareils au regard du Trésor."

*

*

*

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet d'arrêté appelle, de ce point de vue, les observations particulières qui suivent.

.../...

Examen du projet

Préambule

Alinéa 1er

1. Il convient de viser l'article 38 dans son intégralité.

2. Il y a lieu d'écrire "34, alinéa 1er" au lieu de "34 1°".

Dispositif

Article 1er

Cette disposition renvoie à l'annexe I de l'arrêté en projet qui décrit le contenu de la demande d'obtention d'une licence de la classe B.

Parmi les renseignements réclamés, il est question au point C de cette annexe "de fournir une preuve de connaissance suffisante de la gestion des entreprises".

Le Conseil d'Etat constate que ni l'article 36, ni l'article 37 de la loi du 7 mai 1999, précitée, n'imposent de connaissance particulière dans le chef des titulaires de la licence de classe B.

.../...

Outre sa formulation particulièrement vague, pareille exigence aurait dû être formulée dans la loi elle-même.

Cette mention doit, dès lors, être omise de l'annexe I en projet.

Article 2

Cette disposition doit être plus précise quant à la manière de calculer le délai de six mois ainsi que quant au mode suivant lequel la décision de la commission des jeux de hasard sera communiquée au demandeur.

Article 3

Cette disposition du projet prévoit qu'un plan du quartier doit être joint à la demande de licence adressée à la commission des jeux de hasard afin de vérifier le respect de l'article 36, 4., de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Aux termes de cette disposition, un établissement de la classe II ne peut être installé à proximité

"... d'établissements d'enseignement, d'hôpitaux, d'endroits fréquentés par des jeunes, de lieux de culte et de prisons."

.../...

Cette disposition est actuellement attaquée devant la Cour d'arbitrage (1). Il est d'usage que la section de législation du Conseil d'Etat s'abstienne, dans ce cas, de rendre un avis afin de ne pas préjuger de l'issue du litige.

L'article 3 du projet n'est, en conséquence, pas examiné en tant qu'il exécute l'article 36, 4., de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Article 4

En vertu de cette disposition, une copie du plan de l'établissement doit être transmis à la commission.

L'alinéa 2 en projet prévoit que

"Toute modification de ce plan sera préalablement et directement communiquée par l'envoi d'une nouvelle copie à la commission.".

Le Conseil d'Etat s'interroge sur les conséquences de cette non-communication, d'autant plus que cette communication doit être "préalable".

Par ailleurs, la commission pourrait-elle s'opposer aux aménagements que souhaite réaliser le propriétaire de l'établissement ?

(1) N° de rôle 1903-1941-1987-1988-1995, avis publié au Moniteur belge le 25 mars 2000, arrêt en suspension n° 52/2000 du 3 mai 2000, publié au Moniteur belge le 13 juillet 2000.

Ces questions restent incertaines et doivent être clairement abordées.

Article 5

Cette disposition interdit qu'un établissement de la classe II puisse être dénommé "casino".

Cette interdiction résulte déjà de la loi du 7 mai 1999, précitée. En effet, l'article 6 de cette loi consacre les différentes appellations des établissements de jeux de hasard en fonction de la classe dont ils relèvent.

Cette disposition doit, en conséquence, être omise.

Article 7

En vertu de l'article 34, alinéa 1er, de la loi du 7 mai 1999, précitée,

"... les établissements de jeux de hasard de classe II sont des établissements dans lesquels sont exploités exclusivement les jeux de hasard autorisés par le Roi."

L'adverbe "exclusivement" implique que seuls des jeux de hasard peuvent être exploités dans les établissements de la classe II.

En conséquence, cette disposition est superflue et doit être omise.

.../...

Article 8

Compte tenu de l'article 59 de la loi du 7 mai 1999, précitée, cette disposition du projet est inutile et doit être omise.

Article 9

La mesure prévue à l'alinéa 2 tend à dissuader les établissements de la classe II d'accepter l'achat des jetons ou des plaques à l'aide de chèques.

En effet, lorsque le chèque reste impayé, l'établissement ne pourra pas présenter ce chèque comme une charge exceptionnelle dans sa comptabilité avant un délai de trois ans qui commence à courir à compter du moment du dépôt de la plainte ou, lorsque celle-ci n'est pas recevable, à compter de la réception du certificat de non-paiement de la banque.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 38, 3., de la loi du 7 mai 1999, précitée, ne peut servir de fondement légal à la mesure envisagée.

En outre, pareille règle déroge aux articles 3 et 7 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

La disposition projetée aurait dû être consacrée dans la loi et doit, en conséquence, être omise.

.../...

Article 10

A plusieurs reprises, les dispositions du projet utilisent les termes "le responsable" et "les membres du conseil de direction".

Cette terminologie s'écarte de celle qui est consacrée par la loi du 7 mai 1999, précitée. Ces expressions ne sont pas non plus utilisées dans le droit des sociétés.

Il convient, dès lors, de s'en tenir strictement à la terminologie usitée dans la loi du 7 mai 1999, précitée, et de faire ainsi référence au titulaire de la licence, lorsqu'il s'agit d'une personne physique, ou à l'administrateur ou le gérant, lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

La même observation vaut pour les articles 17, 18, 19, 20, 21, 24, 25 et 26 du projet.

Article 11

La première phrase reproduit en partie l'article 46 de la loi du 7 mai 1999, précitée. Elle doit, en conséquence, être omise.

La seconde phrase manque de précision; elle ne trouve pas de fondement légal précis dans la loi du 7 mai 1999, précitée, et doit, également, être omise.

.../...

Chapitre IV ainsi que les annexes III et IV

Les articles 12 à 16 du projet sont essentiellement consacrés à la mise en oeuvre de l'article 34 de la loi du 7 mai 1999, précitée, qui limite le nombre d'établissements de la classe II à 180 pour l'ensemble du territoire belge.

En vertu de cette même disposition, l'exploitation de ces établissements est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la commune du lieu d'établissement et l'exploitant. La décision de conclure une telle convention est laissée au pouvoir discrétionnaire de la commune et la convention doit déterminer le lieu d'exploitation ainsi que les modalités, jours et heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement concerné.

La loi n'apporte pas d'autres précisions quant à la répartition des 180 établissements de la classe II sur l'ensemble du territoire.

La Cour d'arbitrage est actuellement saisie d'un recours en annulation dirigé, notamment, contre l'article 34 de la loi du 7 mai 1999, précitée. Comme il a déjà été souligné sous l'article 3 du projet, il est d'usage que la section de législation du Conseil d'Etat s'abstienne, dans ce cas, de rendre un avis, afin de ne pas préjuger de l'issue du litige.

.../...

Articles 17 et 18

Ces dispositions établissent de nouvelles incompatibilités qui auraient dû être consacrées dans la loi du 7 mai 1999, précitée.

L'article 38, 3., de la loi du 7 mai 1999 précitée, ne procure pas de fondement légal à ces dispositions qui doivent, en conséquence, être omises.

Article 19

Cette disposition oblige le "responsable" de l'établissement d'être présent dans l'établissement pendant les heures de fonctionnement des jeux.

L'ambiguïté du terme "responsable" a déjà été soulignée ci-avant. Le Conseil d'Etat est d'avis que la présence obligatoire qu'impose la disposition examinée n'est pas compatible avec les termes de l'article 37 de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Cet article met avant tout l'accent sur la nécessité pour la commission des jeux de hasard d'identifier clairement et en permanence la personne qui est le titulaire de la licence, peu importe la manière suivant laquelle cette personne participe à l'exploitation ou à l'implantation d'un établissement de la classe II.

.../...

La loi prévoit, elle-même, que le titulaire de la licence peut avoir une participation directe ou indirecte, personnelle ou par l'intermédiaire d'une personne morale dans l'exploitation de l'établissement.

Dès lors, si le "responsable" est celui qui est le titulaire de la licence d'exploitation, l'exigence qu'il soit présent pendant les heures d'ouverture de l'établissement n'est guère compatible avec le prescrit de l'article 37, 1., de la loi du 7 mai 1999, précitée.

La disposition en projet doit, en conséquence, être revue.

Article 25

Cette disposition du projet paraphrase dans une large mesure l'article 44 de la loi du 7 mai 1999, précitée, qui dispose que

"Toute personne désirant exercer une quelconque activité professionnelle en rapport avec le jeu, dans un établissement de jeux de hasard de classe I ou de classe II pendant les heures d'ouverture de la salle de jeux, doit être en possession d'une licence de classe D et être, en permanence, porteuse de la carte d'identification attestant de la possession de cette licence.".

Cette disposition doit, en conséquence, être omise.

.../...

Article 26

L'obligation que consacre cette disposition du projet résulte déjà de l'article 15 de la loi du 7 mai 1999, précitée, au terme duquel les membres de la commission des jeux de hasard ainsi que les membres de son secrétariat qui ont la qualité d'officier de police judiciaire, officier auxiliaire du procureur du Roi, peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions,

"... procéder à tous examens, contrôles et auditions ainsi qu'à toutes les constatations utiles et exiger la communication de tous les documents pouvant être utiles à leur enquête"

ainsi que

"... se procurer tous les renseignements complémentaires qu'ils jugent utiles auprès des exploitants et de leur personnel ...".

Par conséquent, cette disposition du projet doit être omise.

En outre, l'article 15 de la loi n'autorise ni les experts désignés par la commission, ni "toute autre personne" à procéder directement aux investigations prévues par cette disposition.

La même observation vaut pour l'article 28 du projet.

.../...

Article 29

Cette disposition du projet est présentée comme une disposition transitoire. Or, le but d'une disposition transitoire est d'aménager le passage d'un régime juridique existant à un nouveau régime juridique.

Tel ne semble pas être le cas en l'espèce, le but recherché étant de permettre à la commission des jeux de hasard de se prononcer sur les demandes de licence qui lui parviendront, après l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, pendant un délai de douze mois.

Il s'agit donc d'une mesure prise par le Roi sur la base de l'article 38, 2., de la loi du 7 mai 1999, précitée, en tant qu'elle constitue une modalité de l'examen des demandes de licence.

En conséquence, le texte en projet doit être rédigé en ce sens et ne doit pas figurer dans le chapitre "dispositions transitoires".

Article 30

Cette disposition aménage un réel régime transitoire pour les exploitants des établissements de la classe II qui exercent déjà cette activité.

Pareille disposition doit être consacrée légalement, à l'instar de ce que le législateur a prévu pour les établissements de la classe I à l'article 76 de la loi du 7 mai 1999, précitée.

.../...

Il appartient au législateur de prévoir le régime transitoire qui doit éventuellement accompagner les réformes qu'il adopte; laisser au Roi pareil pouvoir pourrait vider complètement de sa substance certaines réformes législatives.

Article 31

Dans des avis précédents (1), le Conseil d'Etat a déjà attiré l'attention de l'auteur du projet sur la nécessité de faire entrer en vigueur les dispositions de la loi du 7 mai 1999, mises en oeuvre par les arrêtés royaux en projet.

Il y a lieu de réitérer cette observation, seules certaines dispositions de la loi, mises en oeuvre par l'arrêté en projet, étant visées à l'article 31 du projet.

(1) Avis 30.911/2, 30.923/2 et 30.967/2.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"(l'urgence est motivée par le fait ...) qu'il est absolument indispensable, en plus de la liste des jeux de hasard autorisés et de leurs règles de fonctionnement, de déterminer les règles relatives au fonctionnement et à la gestion des établissements de classe II, de régler les modalités des demandes d'obtention des licences de classe B, et la forme de celles-ci, et de faire entrer en vigueur l'ensemble de ces dispositions, de manière concomitante, avant le 1er janvier 2001, date à laquelle les exploitants doivent payer la taxe fiscale qui leur permet de laisser en place leurs appareils au regard du Trésor."

*

* *

De Raad van State, afdeling wetgeving, beperkt zich overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Over het ontwerp van besluit dienen uit dat oogpunt de volgende bijzondere opmerkingen te worden gemaakt.

.../...

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Eerste lid

1. Er dient naar artikel 38 in zijn geheel te worden verwezen.

2. Er dient te worden geschreven "34, eerste lid," in plaats van "34 1°".

Dispositief

Artikel 1

In deze bepaling wordt verwezen naar bijlage I bij het ontworpen besluit, die bepaalt waaruit de aanvraag om een vergunning klasse B bestaat.

Bij de vereiste inlichtingen in punt C van die bijlage is sprake van het "bewijs van voldoende kennis van bedrijfsbeheer".

De Raad van State stelt vast dat noch in artikel 36, noch in artikel 37 van de voormelde wet van 7 mei 1999 een bijzondere kennis vereist wordt van houders van een vergunning klasse B.

.../...

Dat vereiste is niet alleen bijzonder vaag geformuleerd, maar had bovendien in de wet zelf moeten worden opgenomen.

Die vermelding in de ontworpen bijlage I dient derhalve te vervallen.

Artikel 2

Deze bepaling dient preciezer te worden gesteld wat betreft de wijze van berekening van de termijn van zes maanden en de manier waarop de beslissing van de kansspelcommissie aan de aanvrager medegedeeld wordt.

Artikel 3

In deze bepaling van het ontwerp wordt gesteld dat een plattegrond van de wijk dient te worden gevoegd bij de vergunningsaanvraag die aan de kansspelcommissie wordt toegezonden, opdat kan worden nagegaan of voldaan is aan het bepaalde in artikel 36, punt 4, van de voornoemde wet van 7 mei 1999.

Luidens die bepaling mag een kansspelinrichting klasse II niet gevestigd worden in de nabijheid

"... van onderwijsinstellingen, ziekenhuizen, plaatsen die vooral door jongeren worden bezocht, plaatsen waar erediensten worden gehouden en gevangenissen."

.../...

Momenteel is een beroep tot nietigverklaring van deze bepaling hangende bij het Arbitragehof (1). Het is gebruikelijk dat de afdeling wetgeving van de Raad van State in dat geval ervan afziet een advies uit te brengen, om niet vooruit te lopen op de afloop van dat geschil.

Artikel 3 van het ontwerp wordt derhalve niet onderzocht inzoverre het artikel 36, punt 4, van de voormelde wet van 7 mei 1999 uitvoert.

Artikel 4

Krachtens deze bepaling dient aan de commissie een "afschrift van het plan van de inrichting" te worden toegezonden.

Het ontworpen tweede lid bepaalt dat

"Elke wijziging van dit plan (...) voorafgaand en rechtstreeks medegedeeld (zal) worden door de verzending van een nieuw afschrift aan de commissie.".

De Raad van State vraagt zich af wat de gevolgen zijn van het verzuim om die wijziging mede te delen, des te meer daar ze "voorafgaandelijk" dient te worden medegedeeld.

(1) Rolnummers 1903-1941-1987-1988-1995 (bericht bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 25 maart 2000), en arrest 52/2000 van 3 mei 2000 waarbij uitspraak wordt gedaan over de schorsing (arrest bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 13 juli 2000).

Overigens rijst de vraag of de commissie zich kan verzetten tegen aanpassingen die de eigenaar van de inrichting wenst aan te brengen.

Deze kwesties blijven onzeker en dienen te worden gepreciseerd.

Artikel 5

In deze bepaling wordt gesteld dat een kansspel-inrichting klasse II niet "casino" mag worden genoemd.

Dit verbod vloeit reeds voort uit de voornoemde wet van 7 mei 1999. In artikel 6 van die wet worden immers de verschillende benamingen van de kansspelinrichtingen vastgelegd volgens de klasse waartoe ze behoren.

Deze bepaling dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 7

Krachtens artikel 34, eerste lid, van de voormelde wet van 7 mei 1999

"... (zijn) de kansspelinrichtingen klasse II of speelautomatenhallen (...) inrichtingen waar uitsluitend de door de Koning toegestane kansspelen worden geëxploiteerd."

.../...

Het bijwoord "uitsluitend" impliceert dat in de inrichtingen klasse II alleen kansspelen mogen worden geëxploiteerd.

Deze bepaling is bijgevolg overbodig en dient te vervallen.

Artikel 8

Gelet op artikel 59 van de voormelde wet van 7 mei 1999 is deze bepaling van het ontwerp overbodig en dient ze te vervallen.

Artikel 9

De in het tweede lid bepaalde maatregel strekt ertoe de inrichtingen klasse II te ontraden cheques te aanvaarden bij de aankoop van speelpenningen of fiches.

Wanneer immers de cheque onbetaald blijft, mag de inrichting die cheque pas als een buitengewone last in haar boekhouding opnemen na een termijn van drie jaar te rekenen vanaf het indienen van de klacht of, indien deze onontvankelijk is, vanaf de ontvangst van het bewijs van de bank waaruit blijkt dat de betaling niet verricht is.

De Raad van State is van oordeel dat artikel 38, punt 3, van de voormelde wet van 7 mei 1999 niet als rechtsgrond van de ontworpen maatregel kan dienen.

.../...

Een dergelijke bepaling wijkt bovendien af van de artikelen 3 en 7 van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

De ontworpen bepaling had in de wet moeten worden opgenomen en dient derhalve te vervallen.

Artikel 10

In verscheidene bepalingen van het ontwerp worden de termen "de verantwoordelijke" en "de leden van de directieraad" gebezigd.

Deze terminologie wijkt af van die welke in de voormelde wet van 7 mei 1999 wordt gebruikt. Voorts worden die uitdrukkingen evenmin gebruikt in het vennootschapsrecht.

Bijgevolg dient de terminologie die in de voormelde wet van 7 mei 1999 wordt gebezigd strikt te worden gevolgd. Zo moet gewerkt worden met de uitdrukking "houder van de vergunning" wanneer het om een natuurlijk persoon gaat, en met de uitdrukking "de bestuurder" of "de zaakvoerder" wanneer het om een rechtspersoon gaat.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 17, 18, 19, 20, 21, 24, 25 en 26 van het ontwerp.

.../...

Artikel 11

De eerste zin neemt voor een deel het bepaalde in artikel 46 van de voormelde wet van 7 mei 1999 over. Deze zin behoort bijgevolg te vervallen.

De tweede zin is niet duidelijk genoeg. Voor die zin is in de voormelde wet van 7 mei 1999 geen precieze rechtsgrond te vinden, zodat ook deze zin dient te vervallen.

Hoofdstuk IV en de bijlagen III en IV

De artikelen 12 tot 16 van het ontwerp strekken er voornamelijk toe artikel 34 van de voormelde wet van 7 mei 1999 uit te voeren, bij welke bepaling het aantal inrichtingen klasse II beperkt wordt tot 180 voor het gehele Belgische grondgebied.

Krachtens diezelfde bepaling kan zulk een inrichting alleen worden geëxploiteerd wanneer de exploitant ervan met de gemeente van vestiging een convenant heeft gesloten. De beslissing om een dergelijk convenant te sluiten, behoort tot de discretionaire bevoegdheid van de gemeente en dat convenant moet de vestigingsplaats, de nadere voorwaarden, de openings- en sluitingsuren en de openings- en sluitingsdagen van de inrichting in kwestie vastleggen.

.../...

De wet geeft geen nadere precisering betreffende de verdeling van de 180 inrichtingen klasse II over het gehele grondgebied.

Thans is bij het Arbitragehof een beroep aanhangig tot nietigverklaring van inzonderheid artikel 34 van de voormelde wet van 7 mei 1999. Zoals reeds benadrukt is in verband met artikel 3 van het ontwerp, is het gebruikelijk dat de afdeling wetgeving van de Raad van State er in zulke gevallen van afziet een advies uit te brengen, om niet vooruit te lopen op de afloop van dat geschil.

Artikelen 17 en 18

Bij deze bepalingen worden nieuwe onverenigbaarheden ingevoerd die in de voormelde wet van 7 mei 1999 voorgeschreven hadden moeten zijn.

Artikel 38, punt 3, van de voormelde wet van 7 mei 1999 levert geen rechtsgrond op voor deze bepalingen, die bijgevolg dienen te vervallen.

Artikel 19

Volgens deze bepaling is de "verantwoordelijke" van de inrichting verplicht om tijdens de werkingsuren van de spelen in de inrichting aanwezig te zijn.

Op de dubbelzinnigheid van de term "verantwoordelijke" is hierboven reeds gewezen. De Raad van State is van

.../...

oordeel dat de verplichte aanwezigheid die bij de onderzochte bepaling wordt opgelegd, niet verenigbaar is met de bewoordingen van artikel 37 van de voormelde wet van 7 mei 1999.

In dat artikel wordt er vooral de nadruk op gelegd dat de vergunninghouder te allen tijde op ondubbelzinnige wijze door de kansspelcommissie moet kunnen worden geïdentificeerd, ongeacht de wijze waarop die persoon bijdraagt tot de exploitatie of de huisvesting van een inrichting klasse II.

De wet zelf bepaalt dat de vergunninghouder rechtstreeks of zijdelings, persoonlijk of door middel van een rechtspersoon aan de exploitatie van de inrichting kan deelnemen.

Als de "verantwoordelijke" diegene is die houder is van de exploitatievergunning, lijkt de bepaling dat hij tijdens de openingsuren van de inrichting aanwezig dient te zijn moeilijk samen te gaan met wat in artikel 37, punt 1, van de voormelde wet van 7 mei 1999 wordt bepaald.

De ontworpen bepaling behoort bijgevolg te worden herzien.

Artikel 25

Deze bepaling van het ontwerp is grotendeels een parafrase van artikel 44 van de voormelde wet van 7 mei 1999, welk artikel als volgt luidt :

.../...

"Elke persoon die gedurende de openingsuren van de speelzaal binnen een kansspelinrichting klasse I of II enige beroepsactiviteit, van welke aard ook, wenst uit te oefenen die verband houdt met het spel, moet beschikken over een vergunning klasse D en het bewijs daarvan, in de vorm van een identificatiekaart, steeds bij zich hebben."

De ontworpen bepaling dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 26

De verplichting die bij deze bepaling van het ontwerp wordt opgelegd, vloeit reeds voort uit artikel 15 van de voormelde wet van 7 mei 1999, naar luid waarvan de leden van de kansspelcommissie en de leden van het secretariaat ervan, die de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings hebben, in het kader van de uitoefening van hun functie kunnen

"... overgaan tot elk onderzoek, elke controle en elk verhoor, alsook alle dienstige vaststellingen (kunnen) doen en (kunnen) eisen dat hen alle documenten worden overhandigd die nuttig kunnen zijn in het kader van hun onderzoek"

en

"... zich door de exploitanten en hun personeel ... alle bijkomende inlichtingen (kunnen) doen bezorgen die zij nuttig achten".

Bijgevolg dient deze bepaling van het ontwerp te vervallen.

.../...

Bovendien is geen enkele door de commissie aange-
wezen persoon of expert krachtens artikel 15 van de wet
bevoegd om de onderzoeken waarin deze bepaling voorziet
rechtstreeks te doen.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 28 van
het ontwerp.

Artikel 29

Deze bepaling van het ontwerp wordt voorgesteld als
een overgangsbepaling. Overgangsbepalingen hebben evenwel
tot doel de overgang van een bestaand rechtstelsel naar een
nieuw rechtstelsel te vergemakkelijken.

Zulks lijkt in casu niet het geval te zijn,
aangezien het beoogde doel erin bestaat de kansspelcommissie
te laten beschikken over een termijn van twaalf maanden om
zich uit te spreken over de aanvragen om een vergunning die
na de inwerkingtreding van het ontworpen besluit bij haar
aanhangig zullen worden gemaakt.

De ontworpen bepaling is dan ook een maatregel die
door de Koning wordt getroffen op grond van artikel 38,
punt 2, van de voormelde wet van 7 mei 1999, in die zin dat
ze een nadere regel vormt met betrekking tot het onderzoek
van de aanvragen om een vergunning.

.../...

Bijgevolg moet de ontworpen bepaling in die zin worden gesteld en mag ze niet voorkomen onder het opschrift "overgangsbepalingen".

Artikel 30

Deze bepaling voorziet in een echte overgangsregeling voor de exploitanten van inrichtingen klasse II die deze activiteit reeds ontwikkelen.

Een zodanige bepaling hoort thuis in een wet, naar het voorbeeld van hetgeen de wetgever voor de inrichtingen klasse I in artikel 76 van de voormelde wet van 7 mei 1999 heeft bepaald.

Het staat aan de wetgever te voorzien in de overgangsregeling waarvan de hervormingen die hij aanneemt eventueel vergezeld moeten gaan. Bepaalde hervormingen van de wetgeving zouden volledig kunnen worden uitgehold als zulk een bevoegdheid aan de Koning wordt overgelaten.

Artikel 31

De Raad van State heeft de steller van het ontwerp er reeds in vorige adviezen (1) opmerkzaam op gemaakt dat de bepalingen van de wet van 7 mei 1999 die bij de ontworpen

(1) Adviezen 30.911/2, 30.923/2 en 30.967/2.

koninklijke besluiten worden uitgevoerd in werking moeten worden gesteld.

Die opmerking moet ook over het onderhavige ontwerp worden gemaakt, aangezien artikel 31 van het ontwerp betrekking heeft op slechts enkele bepalingen van de wet die bij het ontworpen besluit worden uitgevoerd.

La chambre était composée de

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

 P. LIENARDY,
 P. QUERTAINMONT,

 F. DELPEREE,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseur,
assessor,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
Mme A.-F. BOLLY, référendaire
adjoint.

La concordance entre la version
française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M. P. LIENARDY.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY,
adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS